



ÉDITO

Solidarité Pour des vacances pour tous



©avenirsocial

À l'aube des premiers congés d'été, nous sommes tous impatients de profiter de ces vacances bien méritées, mais pourrions-nous tous partir au bord de la mer, à la campagne?... Rien n'est moins sûr quand on voit les salaires stagner, les pensions de retraite ponctionnées par une hausse de la CSG, le nombre de privés d'emploi et les nombreux salariés qui ont été ou sont en lutte dans leurs entreprises.

Si certains ont vu leurs dividendes s'envoler encore cette année, nombre de salariés, eux, souffrent de ne pouvoir vivre du fruit de leur travail et de leur salaire, face à cet état de fait, nous continuons à nous mobiliser via nos activités « estivales ».

C'est pourquoi, L'Avenir social travaille depuis plusieurs années avec le CNPE afin de permettre aux privés d'emploi de partir en vacances en partenariat avec le CCAS et l'Ancav-TT via Touristra qui mettent à notre disposition des séjours dans les centres de vacances.

Nous aidons aussi les retraités afin qu'ils puissent bénéficier de séjours via une dotation faite à LSR.

Depuis l'été 2017, nous sommes revenus vers les enfants en permettant à 16 d'entre eux, suivis par une association d'éducation populaire, l'Apcis, acteur d'un quartier populaire de Stains, de bénéficier d'un séjour à

Cancalle très apprécié et cet été d'un séjour à Nice pour 24 adolescents. Nous avons décidé d'aller plus loin cette année en faisant appel à nos organisations afin d'organiser des séjours pour les militants et leurs familles d'entreprises en lutte.

Au moment où j'écris cet édit, l'appel vient de partir vers nos organisations, nul doute qu'il recevra un accueil favorable et que la solidarité tellement ancrée dans notre organisation permettra de proposer aux militants des séjours.

En effet, pour pouvoir continuer à revendiquer pour nos droits, pour plus de justice sociale, il faut des militants qui peuvent aussi se requinquer après des luttes âpres, mais souvent victorieuses.

Je vous souhaite à tous, au nom du CA de L'Avenir social, de bons congés et n'oubliez pas que la solidarité se construit aussi avec votre association.

Catherine PACCIONI-MIGUËT
Présidente de L'Avenir social



À VOS AGENDAS

**L'assemblée
générale de
L'Avenir social
se tiendra
les 28 et
29 novembre
prochain.**



PRINTEMPS 1972, NAISSANCE D'UNE MÉDECINE DE CLASSE À OAKLAND

Le Black Panthers Party et sa lutte contre les discriminations médicales

Au printemps 1972, des activités politiques dirigées vers les noirs sont conduites dans le Parc De Fremery à Oakland, celui-ci sera rebaptisé Bobby Hutton Memorial Park en souvenir du militant tué en 1968 dans une confrontation armée avec la police.

Quelque temps plus tôt, le militant Bobby Seale prenait la parole devant ce slogan : «servir le peuple corps et âme» avec la présentation d'un programme : la mise en place de prestations de santé et d'actions sociales alternatives pour les noirs pauvres. Au moment même où l'intervention de l'État providence diminuait dans ces domaines. Dans le même mouvement, une campagne pour s'inscrire sur les listes électorales était lancée.

Cet événement marque un changement d'orientation dans la pratique politique du **Black Panthers Party (BPP)**, auparavant celui-ci développait une influence par son avant-gardisme insurrectionnaliste et prônait la résistance armée au harcèlement policier. On y présente alors les «cliniques médicales gratuites du Peuple» ainsi que la distribution de nourriture gratuite considérée comme un acte politique contre la malnutrition très

répandue chez les populations pauvres. Une action va également être lancée autour de drépanocytose (affection génétique peu traitée et touchant particulièrement les personnes d'origine africaine); la plateforme de fondation du BBP est modifiée, on y ajoute le principe d'un droit à la santé gratuite pour les personnes opprimées.

La médecine devient alors explicitement une pratique politique, les interprétations de ce changement de ligne ont souvent été considérées comme le passage d'une politique révolutionnaire à une action réformiste. La réalité est plus complexe et c'est le déplacement notamment géographique de l'influence du BBP qui va déterminer un tel changement : dans les États du Sud, la confrontation directe et violente avec le racisme institutionnel se transforme en lutte contre la ségrégation sociale dans le Nord et le Middle West. En outre, l'action sanitaire et sociale met également le Parti sur le terrain d'une légitimité morale.

Des soins médicaux et infirmiers sont mis en place, des interventions sur l'importance de la santé sont faites dans les conférences et les églises. La dimension politique de la santé n'est pas négligée, elle est toujours rendue explicite.

Ceci aura une importance bien au-delà du seul BBP. Le champ revendicatif s'étend alors que de nouveaux mouvements émergent : femmes, prisonniers, enfants, appelés au Vietnam, Chicanos, Indiens, gays, handicapés... On assiste à une généralisation des droits revendiqués au centre desquels se trouve la santé.

L'action de santé constitue un

jalon dans l'action politique du BBP qui met en exergue une réponse aux inégalités de santé et aux mauvais traitements médicaux. Il faut rappeler que le combat du droit à la santé a été très tôt une dimension de l'action politique au sein de la communauté noire et une lutte contre les discriminations (rappelons que les transfusions sanguines interraciales ont été interdites jusqu'en 1942).

«Un homme pauvre n'a pas de droits médicaux ni légaux» soulignait un militant dans le journal Black Panther Party du 7 février 1970. En dépit de l'avancée des droits civiques, on constate une limite : la persistance de l'exclusion économique et sociale systématique des noirs. Les nouvelles lois n'ont pas garanti la fin de l'oppression économique.

Cette politique de développement de la revendication de santé accompagne la mise en place de cliniques et la formation de travailleurs santé engagés dans une approche de classe. On se rapproche des divers mouvements de contestation qui émergent alors (étudiants, féministes, anti-guerre) et on a l'ambition de transformer la médecine, notamment en invitant ces patients à faire entendre leur voix, être acteurs de leur santé, exprimer leurs positions, mais aussi à produire de la connaissance. Les cliniques devenaient aussi des lieux d'apprentissage et de pratiques politiques où s'organisait une entraide (soutien administratif, négociation de son loyer...) et aussi d'éducation (accès à des textes politiques, notamment de Franz Fanon).

La BBP mit en place sa propre politique de dépistage de la drépanocytose, le langage médical était rendu accessible aux masses. Pour autant, le BBP n'était pas opposé à la médecine publique et il participait à la mettre sous contrôle de ses usagers et dénoncer ses dérives en vue de la rendre plus efficace et accessible aux plus pauvres avec la conviction que son appropriation est possible et que la santé pour tous n'est pas une utopie.

Pascal Busquest



Distribution militante de repas gratuits du BBP dans les cliniques du Parti.

LA CITÉ, SES JEUNES ET LE DÉPART POUR NICE

L'été dernier fut un succès, seize jeunes de la cité du Clos-Saint-Lazare de Stains découvraient la mer pour la première fois de leurs vies en se rendant à Cancale. Cette année, c'est une autre mer qui est en vue, celle dont la température invite au bain avec moindre hésitation. Du 23 au 27 juillet,

24 jeunes de la même cité, toujours encadrés par l'association APCIS et quatre animateurs, se rendront à Nice pour y découvrir la côte et la Provence, l'auberge de jeunesse les y attendra; quant à eux, ils attendent Philippe Martinez qui a assuré de sa visite.

HAÏTI RENCONTRE AVEC LE KOLECTIF FANM GRAMA – MAI 2018



« **H**aïti, ce nom indien, ce nom des origines, si longtemps étouffé, le pays des montagnes ». ⁽¹⁾

C'est par ces mots et dans ce lieu que commence la rencontre, le lundi 21 mai.

Aéroport Toussaint Louverture, le jacobin noir : premier souffle épique, première connivence avec un passé de cris et de révolte, premier appel de cette matière pensante, de cette liberté faite homme. Nous pénétrons dans la capitale du grand pays créole, la première république noire du monde occidental.

Dans le nocturne bruit du temps, nous prenons la ville de plein fouet.

Rien ne semble tarir cette foule mouvante, cet enchevêtrement de paroles, pas même la nuit qui s'installe autour des stands de fortune et de précaires baraquements.

Ce n'est pas l'îlot de verdure où se niche l'hôtel PLATZA, arrogant édifice du capitalisme triomphant, qui détournera notre attention. Derrière l'enceinte protectrice, les rues rappellent à l'ordre le visiteur.

« *N'aïe pas le sens de l'habitable* Camarade

Ta journée lumière

N'a pas de fin ». ⁽²⁾

L'essentiel est ailleurs, au cœur de la ville. Dans l'exubérance et le frémissement d'une foule pressée de vivre, des commerçants improbables amoncellent des marchandises sur les trottoirs. Étals de viande, bimboleries, cosmétiques, fripes

aux couleurs délavées s'offrent, dans l'odeur amère sucrée des caniveaux, à la convoitise des plus pauvres.

De la rue principale, des passages étroits et dénivelés desservent les quartiers. Parfois, au détour d'une de ces voies, une solide bâtisse aux couleurs élégantes se fige au cœur d'un jardin luxuriant protégé de hauts murs. L'arrogante incongruité d'une demeure de notable au milieu d'un conglomérat d'habitations délabrées.

C'est dans l'une de ces ruelles défonçées, encombrées de carcasses de voitures et bordées d'immondices que nous découvrons

l'école Jacquet. Close par un petit mur d'enceinte, la bâtisse est austère et semble peu propice à l'enseignement de jeunes enfants.

C'est pourtant là, dans ce lieu déconcertant, que nous rencontrons nos partenaires haïtiennes du KOLECTIF FANM GRAMA. L'école, puisqu'il faut bien la nommer ainsi, regorge néanmoins de vie. Étonnante adaptation « *au peu de choses* », une trentaine d'enfants lisent, écrivent, apprennent.

Rien dans leur apparence ne semble indiquer de carences. La vie est là, fragile, pauvre, peu enviable, mais bien réelle. Cette vie que, dès le premier regard, nous voudrions changer, mais que préservent, malgré tout, ces femmes et ces hommes qui prennent à bras le corps le quotidien.

« *Plutôt peu que rien* » semble leur devise. Si la maladresse, les feintes, l'adaptation au manque semblent fonder la vie de l'association, l'engagement, le dévouement de celles et ceux qui l'animent sont perceptibles.

Pourtant, un seuil est atteint, la volonté de faire ne permet pas de satisfaire tous les

besoins que réclame une scolarité qui se fixe pour ambition une intégration sociale. La rencontre à la fin de notre séjour avec Martine CANAL, médecin pédiatre, et Présidente de l'association l'AHCD, partenaire local du SPF, est salutaire à bien des égards. Elle permet, grâce à une analyse d'une grande lucidité, une lecture de la situation d'où apparaît qu'une autre forme de solidarité est possible et nécessaire, afin de poursuivre et d'enrichir l'accueil et l'enseignement d'enfants haïtiens.

Haïti est le pays le plus pauvre du continent américain, l'alternative qui échoit à la population est de batailler pour ne pas croupir. Dans le nécessaire et difficile processus de reconstruction économique et politique, l'éducation émerge comme l'une des revendications les plus intransigeantes. Des règles pédagogiques sont à prendre en compte et à respecter. Inscrivez notre action dans la vision d'un pays reconstruit, indépendant et affranchi des tutelles étrangères, doit fonder notre engagement.

La population haïtienne regorge de compétences, de créativité et d'intelligence. La démocratie, patrimoine occidental, n'est pas incompatible avec l'histoire de ce peuple. Une autre société est possible. Les enfants auxquels nous apportons notre soutien doivent y trouver leur place. Samedi 26 mai, dans nos bagages, un peu de rhum, des colifichets pudiquement marchandés et un rapport d'activité.

Ni plaidoirie ni réquisitoire, des faits bruts sans fioritures.

Des faits rassemblés dans l'ordre et la vérité des jours vécus. Une vérité toutefois nuancée par le profond regret de ne pas saisir toute la richesse d'une culture façonnée, comme au soir de Bois-Caïman ⁽³⁾, par les douleurs et les combats.

Patrick BRETON et Félix ABECIA

AHCD : Association Haïtienne des Citoyens pour le Développement

SPF : Secours Populaire Français

(1) Alain FOIX, écrivain et philosophe

(2) Georges CASTERA, poète Haïtien

(3) La cérémonie du Bois-Caïman est une réunion d'esclaves marrons la nuit du 14 août 1791. Cet acte fondateur donnera lieu au soulèvement collectif contre l'esclavage dans la nuit du 23 au 24 août.

■ QUESTIONS de santé L'AVENIR SOCIAL

Dans le sillage d'un projet portant sur la «santé communautaire» adopté par le conseil d'administration, une première réunion de travail a eu lieu.

Sont réunis ce jour Rémi, jeune brancardier à l'Hôtel Dieu, par ailleurs militant de La cantine des Pyrénées, espace convivialité et d'entraide militant sur le 19^e arrondissement à Paris, Esther et Mady, médecins engagés, ainsi que Pascal de L'Avenir social.

Il est question de discuter de la possibilité d'ouvrir un établissement de soins médicaux dirigés vers les classes populaires de l'Est parisien au sein duquel la dimension de l'appartenance de classe et l'implication des patients dans leurs soins seraient intégrés à l'action soignante. Il est

rappelé qu'un tel lieu de ce type existe déjà

à Toulouse, qu'en Grèce la destruction du dispositif de santé publique a généré des pratiques alternatives pour faire face, qu'il existe en Belgique huit centres de santé militants se réclamant du courant «Médecine du peuple».

La notion de santé communautaire est à considérer comme l'implication de personnes ayant des liens et des objectifs communs dans la résolution de problèmes de santé qui n'ont pas vocation à être posés

comme des problématiques uniquement individuelles, mais aussi comme problèmes du groupe dans son ensemble et des modes de vie qui les accompagnent. On sait depuis longtemps que l'accès aux soins et l'exercice du droit à la santé ne sont pas que des questions d'individus : maîtriser les dispositifs, valoriser son corps et son bien-être est fortement dépendant de pratiques et de connaissances liées à son positionnement social.

Les politiques publiques actuelles organisent d'ores et déjà la réorganisation de la santé sur la base de la pratique de centres privés avec des praticiens salariés ou libéraux. Le secteur de la médecine capitaliste,

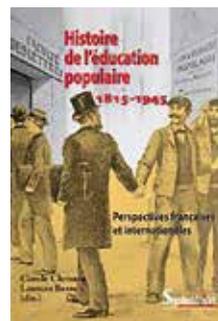
fortement impliqué dans le secteur de cliniques privées, se positionne d'ores et déjà fortement sur le soin ambulatoire. Il apparaît donc comme très important que les travailleurs de la santé, médecins et personnels soignants, envisagent de ne pas laisser ce secteur hors du champ de l'action militante et d'y trouver sa place pour y développer ses manières de faire en lien avec la solidarité, la prise en considération de la question sociale et du projet d'émancipation.

Pascal Busquets

L'ACCES AUX SOINS et l'exercice du droit à la santé ne sont pas que des questions d'individus.

LECTURE

Histoire de l'éducation populaire 1815-1945 Perspectives françaises et internationales



Que savons-nous au juste de l'histoire de l'éducation populaire? Des débuts de l'école de masse voulue et organisée par la III^e République, au début des années 1880, jusqu'au temps de la société de consommation qui affecte la plupart des pays européens à partir

des Trente Glorieuses, l'histoire de l'éducation populaire a ouvert à la jeunesse, ainsi qu'à de nombreux adultes, de vastes perspectives : espaces d'activités sportives, de loisirs de plein air, de promotion culturelle (danse, musique, théâtre, bibliothèques, etc.) qui ont élargi et approfondi la formation humaine et sociale de nouvelles générations, avides de connaissances et d'expériences neuves.

Les églises, comme les mouvements laïcs, également préoccupés de conserver l'influence et la maîtrise de la jeunesse, ont rivalisé d'initiatives concurrentes, mais aussi complémentaires, qui ont contribué à une transformation durable et profonde de la société française.

De la création de la Société pour l'instruction élémentaire en 1815 à la fondation de *Peuple et Culture* en 1945, en passant par la *Ligue de l'Enseignement* fondée en 1866 à l'ouverture du premier Ceméa (Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active) en 1937, les objectifs et les acteurs de l'éducation populaire en France ont fortement évolué. Pendant cette période, cette dernière a été définie de différentes manières et, de plus, n'a pas signifié la même chose au cours d'une même période. Héritée des Lumières et de la Révolution française, la question de l'éducation, de l'instruction et de l'enseignement des «pauvres» est centrale au XIX^e siècle, tant pour les philanthropes que pour les réformateurs sociaux.

Au cours de ce siècle, son histoire tend à se confondre avec celle de la mise en œuvre de la scolarisation primaire pour les enfants du peuple et des premières expériences de formation «morale», professionnelle et citoyenne des travailleurs – les ouvriers en particulier – par la création de cours du soir. Avec le développement d'un mouvement ouvrier florissant, la charnière du siècle offre une nouvelle définition de l'éducation populaire, elle devient un projet de développement et d'éducation politique des masses et sera revendiquée comme telle au lendemain de la Seconde Guerre mondiale par les mouvements de jeunesse nés dans les maquis de la Résistance.

Histoire de l'éducation populaire 1815-1945 Perspectives françaises et internationales

Carole Christen / Laurent Besse, édition
du Septentrion – 300 pages – 15,50 euros.

Brève

Gros tirage solidaire

Le numéro 41 de l'Être solidaire paru en mars dernier a connu son record en nombre d'exemplaires de toute l'histoire de L'Avenir social. C'est 91 000 exemplaires qui ont pu être diffusés grâce au soutien exceptionnel de la fédération des Services publics qui a tenu à disposer de 80 000 exemplaires pour les adresser à tous ses adhérents. Encore merci !

Le courrier des lecteurs

Michèle-Ange V. (Paris)

«J'ai lu avec beaucoup d'intérêt ton compte rendu sur la mission au Sénégal... il relate bien ce que tu y as vécu comme porte-parole de l'Avenir social tout en faisant passer les orientations de cette organisation. Ce qui m'a le plus parlé c'est comment vous rendez actrices ces femmes sénégalaises et plus largement tout le village; loin de l'image d'assistantat».

Chantal M. (Seine-Saint-Denis)

«Mille mercis de me faire partager cette très belle mission... cela me donne encore plus envie de soutenir l'Avenir social! Bravo et merci».

